



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : communistes-hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

11/05/2020

Renault Sandouville: refus d'une reprise à haut risque pour la santé et la sécurité des salariés.

Pendant le confinement toutes une série d'entreprises ont poursuivi leur activité, sans pour autant qu'elles soient indispensables à la vie du pays dans cette période de pandémie. Ce qui a entraîné pour les salariés qui y étaient contraint des réactions de refus. Un site spécialisé a recensé 49 entreprises (grèves, retraits) La plus médiatisée a eu lieu avec Amazone.

Depuis longtemps le capital exige la reprise d'activité de l'ensemble des industries et des services. Pour lui il ne faut pas être en retard dans la reprise de la concurrence internationale ralentie pendant le plus fort de la pandémie.

Pour les entreprises capitalistes, les moyens pour faire le profit maximum sont toujours la priorité absolue, devant toute autre considération, comme la sécurité et la santé des salariés.

C'est dans ce cadre qu'il faut placer l'ampleur de la campagne médiatique gouvernementale, patronale et syndicale autour de la décision de la justice d'ordonner, à la demande de la CGT de l'usine, la fermeture de Renault Sandouville.

Rappel des faits.

La direction de la multinationale Renault avait obtenu la réouverture à la suite d'un accord des syndicats CFDT, FO, CGC.

La CGT a refusé de signer en considérant que les conditions de sécurité n'étaient pas requises et que la direction n'avait pas respectée la législation concernant la consultation des instances représentatives du personnel.

Ce qui reste du Code du travail mis en lambeaux par la loi Hollande-El Komeri, par les ordonnances Macron, doit être considéré par la direction de Renault comme encore trop contraignant. Il a donc estimé qu'il lui est permis de ne pas le respecter.

Saisie par la CGT, la justice lui a donné raison et ordonné la fermeture de l'usine jusqu'à sa mise en sécurité.

Un déchainement sans précédent.

Cette action de la CGT, la décision de justice, sont l'objet d'un déchainement sans précédent de la part des soutiens du patronat.

A commencer par le gouvernement. B. Lemaire, qui annonce que le pouvoir est prêt à de nouveaux cadeaux à l'industrie automobile, qui condamne l'action au nom d'une reprise *extraordinairement fragile*. La ministre du travail M. Pénicaud trouve *choquant qu'un syndicat bloque l'outil de production d'un pays*.

Sans surprise le secrétaire de la CFDT, L. Berger y va lui aussi de sa condamnation (France Inter le 9 mai). Pour lui *la justice ne permet pas d'assurer la sécurité des travailleurs. Il ajoute « je suis pour que l'on favorise le dialogue de proximité et qu'on sorte du rapport de force »*.

La CGC qualifie cette décision d'*incompréhensible* tandis que FO va jusqu'à parler de *prise d'otages*.

Ces déclarations confirment, que Berger comme d'autres, comme les ministres, ne veulent plus des syndicats qui jouent le rôle que les salariés leur ont confié : la défense de leurs intérêts matériels et moraux face à l'exploitation capitaliste.

B. Lemaire vient d'exprimer sa vision du syndicalisme : « *Il y a des responsables syndicaux aujourd'hui qui jouent avec le feu en n'invitant pas suffisamment les salariés au dialogue social* ».

Pour eux les syndicats ne doivent plus avoir qu'un rôle d'accompagnement des volontés patronales. Ce qu'ils pratiquent à grande échelle au travers de la signature d'accords d'entreprises qui tous aggravent l'exploitation des salariés.

Oui, la CGT de Renault Sandouville a raison de se battre, d'employer tous les moyens à sa disposition pour la défense de la santé des travailleurs, face à l'exploitation pour le profit capitaliste.

Nous lui exprimons tout notre soutien et notre solidarité.